

Nigel Farage demande un droit de réponse aux médias français pour désinformation.

Article rédigé par *Philippe Carhon*, le 07 juillet 2016

[Source : Salon Beige]

Ce droit de réponse demandé par Nigel Farage à Libération, L'Obs, Europe 1, BFM TV et Les Échos n'est vraiment pas flatteur pour le journalisme français.

Personne ne sera surpris d'apprendre que ces derniers ont désinformé leurs lecteurs et auditeurs pendant la campagne du Brexit, et pas seulement. A défaut de voir ce droit de réponse être publié, FDesouche [l'a mis en ligne](#) :

"Je sais que les journalistes français et ceux de Belgique francophone me sont largement hostiles. Je sais que beaucoup parlent de moi comme d'un populiste ou d'un leader d'extrême droite. Au-delà des caricatures, je ne m'attendais pas à ce que certains de ces médias aillent jusqu'à désinformer leurs lecteurs afin de nuire à ma personne, à mes idées et à mon pays.

J'ai découvert, avec stupeur, que les sites d'information français Libération, L'Obs, Europe 1, BFM TV, Les Échos (...) ont publié, sur ma personne, une information tronquée et malveillante...

En effet, ces médias ont affirmé ou laissé entendre que j'avais fait campagne sur une fausse promesse, celle de réorienter les 350 millions de livres que le Royaume-Uni fournit par semaine à l'Union Européenne vers le National Health Service. Je n'ai jamais fait cette promesse.

La campagne pour le Brexit a été menée d'un côté par UKIP, le parti que je préside et de l'autre par un organisme subventionné par l'État, nommé Vote Leave. Si UKIP et Vote Leave ont fait campagne dans la même direction, ils n'ont jamais été des alliés, n'ont pas tenu de meetings communs et ne se sont jamais concertés pour savoir qui faisait quoi. La redirection des subventions versées à l'Union Européenne vers le NHS a toujours été une promesse exclusive de Vote Leave. J'y suis donc totalement étranger et je ne l'ai jamais soutenue. Il va donc de soi que je ne saurais y être associé.

En conséquence, il s'avère que vos informations sont fausses et diffamatoires. Manifestement, vous n'avez pas compris qui faisait quoi durant toute la campagne référendaire. J'en déduis donc que vos lecteurs sont bien mal informés sur le Brexit. Néanmoins, à défaut de comprendre l'actualité, vous pourriez au moins faire l'effort de vérifier vos sources quand vous retranscrivez vos homologues britanniques ou, à défaut, engager un traducteur compétent.

J'espère que, par probité professionnelle et par respect pour vos lecteurs, vous publierez ce communiqué adressé à chaque rédaction des médias invoqués par le présent message."

Philippe Carhon